

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

DECISION DU PRESIDENT N° 82/2025

OBJET : CONVENTION TRIPARTITE POUR LA REALISATION D'UNE LIAISON DOUCE SUR LA COMMUNE DE RUBELLES

Le Président de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (C.A.M.V.S),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS), et plus précisément, sa compétence facultative en matière de création et d'entretien des liaisons douces répondant aux critères du Schéma Directeur Communautaire (SDLD) et inscrites dans celui-ci ;

VU la délibération n°2023.6.34.185 du 18 octobre 2023 portant délégation d'attribution du Conseil Communautaire au Président ;

VU la délibération n°2021.3.11.81 du 31 mai 2021 relative à l'adoption du Schéma Directeur des Liaisons Douces actualisé ;

CONSIDÉRANT que, pour développer l'usage du vélo, la CAMVS a défini, dans le cadre de son Schéma Directeur des Liaisons Douces, des priorités d'aménagement visant à développer son réseau cyclable et à améliorer la continuité des itinéraires existants ;

CONSIDÉRANT que cet aménagement permettra de sécuriser les déplacements à vélo et à pied sur la commune de Rubelles ;

CONSIDÉRANT que cette liaison permettra de prolonger la liaison douce existante le long de la RD 1036 (dite « route de Meaux »), de part et d'autre du rond-point, ainsi que, de réaliser une liaison douce jusqu'aux entrées de la commune de Rubelles (à savoir, rue Saint-Nicolas et sur la voie communale donnant accès à la zone d'activité Saint Nicolas) ;

CONSIDÉRANT qu'à cet effet, il y a lieu de prévoir une convention ayant pour objet de préciser les travaux à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties conformément à l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que les modalités d'entretien ultérieur, et de permettre le versement du FCTVA à la CAMVS, conformément à l'article L.1615-2 du CGCT.

DÉCIDE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, devant le Tribunal administratif de Melun.

Article unique : DE SIGNER, ou son représentant, la convention tripartite relative à la réalisation d'aménagements d'une liaison douce sur la commune de Rubelles, sur la RD 1036 et sur les entrées de la zone d'activité Saint-Nicolas (projet ci-annexé), ainsi que, tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

Fait à Dammarie-lès-Lys, le 08/07/2025

Accusé de réception

077-247700057-20250708-60249-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/07/2025

Publication ou notification : 8 juillet 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,



Franck Vernin

La présente décision peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, devant le Tribunal administratif de Melun.

**CONVENTION TRIPARTITE POUR LA REALISATION
D'UNE LIAISON DOUCE SUR LA COMMUNE DE RUBELLES**

Entre :

LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE, représenté par le Président du Conseil Départemental, Jean-François PARIGI, autorisé par délibération n°.....de la Commission Permanente en date du, ci-après dénommé « le Département »,

ET

LA COMMUNE DE RUBELLES, représentée par son Maire en exercice, Françoise LEFEBVRE autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du, ci-après dénommée « la Commune »,

D'une part,

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MELUN VAL DE SEINE, représentée par son Président en exercice, Franck VERNIN, autorisé par délibération n° 2023.6.2.153 du Conseil Communautaire du 18 octobre 2023, portant délégation d'attribution du Conseil au Président, et suivant la décision n°en date du, ci-après dénommée « la CAMVS »,

D'autre part,

IL A D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUI :

Dans le cadre de son Schéma Directeur des Liaisons Douces (approuvé par délibération n°2021.3.11.81, du Conseil Communautaire en date du 31 mai 2021), la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine a défini un programme d'aménagement visant à développer son réseau cyclable et à améliorer la continuité des itinéraires existants.

C'est ainsi que la Communauté d'Agglomération prévoit la réalisation d'une liaison douce permettant de relier la commune de Melun à celle de Rubelles. Cette liaison permettra une continuité cyclable sur l'ensemble des communes du territoire de la CAMVS, et de sécuriser les déplacements à vélo et à pied entre les deux communes sur la RD1036.

L'emprise du projet se situe le long de la Route Départementale 1036 (route de Meaux) et de la rue Saint-Nicolas jusqu'aux entrées de la commune de Rubelles (cf. annexe).

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUI :

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les aménagements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties conformément à l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que, les modalités d'entretien ultérieur. Cette convention permettra également le versement du Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) à la CAMVS.

ARTICLE II : CARACTERISTIQUES DES AMENAGEMENTS

Le projet consiste à prolonger la liaison douce existante et à réaliser une liaison douce le long de la RD 1036 jusqu'à l'entrée dite « Route de Meaux » et sur la voie communale jusqu'à celle de la zone d'activité Saint Nicolas de la commune de Rubelles.

La présente convention traitera des aménagements réalisés.

Les aménagements sur la Commune comprennent :

- La fourniture et la mise en œuvre des matériaux pour la création de la structure et des revêtements de la liaison douce de 3 m de large en béton désactivé et en enrobé ;
- La fourniture et pose de bordures ;
- La modification de l'îlot central de la rue Saint Nicolas pour la création d'un passage piéton et vélo ;
- Le déplacement de candélabres ;
- La signalisation de police. Elle comprend la fourniture et la pose de panneaux liés aux aménagements de la liaison douce ;
- Ces panneaux seront implantés sur l'ensemble des voies mentionnées ci-avant ;
- Le marquage de la signalisation horizontale (logos vélos, passages piétons, marquage de l'îlot...) ;
- Le déplacement du panneau EB10 (en concertation avec la commune) ;
- La pose de mobilier urbain ;
- La création de bandes végétalisées avec l'adaptation du système de reprise des eaux pluviales sous forme de mise en œuvre de noues végétalisées liées à la création de la liaison douce ;
- L'ensemencement des espaces verts remodelés.

Les aménagements évoqués ci-dessus ont fait l'objet d'une validation par le Département de Seine-et-Marne, gestionnaire de la RD 1036, ainsi que par la Commune de Rubelles.

ARTICLE III : COUT DES TRAVAUX

A titre indicatif, les dépenses relatives aux travaux projetés sur la commune de Rubelles décrites à l'article II, sont estimées à 169 361€ HT, soit 203 233,20 € TTC. Ces dépenses seront intégralement prises en charge par la CAMVS.

ARTICLE IV : OBLIGATIONS DES PARTIES

Chaque partie intervient respectivement dans le cadre de ses compétences propres.

IV.1 OBLIGATION DE LA CAMVS

La CAMVS doit pourvoir à l'exécution des travaux d'aménagements tels que décrit à l'article II. Elle assurera toutes les obligations et responsabilités du maître d'ouvrage.

A ce titre, elle fait son affaire des procédures administratives préalables à la réalisation des travaux.

Pour tous les travaux, la CAMVS s'assurera de la validation technique du projet par la Commune de Rubelles et du Département.

Elle participe à l'entretien des aménagements dans les conditions définies à l'article VII.

IV.2 OBLIGATION DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à autoriser la CAMVS à intervenir sur la RD 1036, où la CAMVS assure, techniquement et financièrement, l'intégralité des travaux liés à l'aménagement de la liaison douce et des traversées, tels que décrits à l'article II. La CAMVS devra, toutefois, solliciter une autorisation de réaliser les travaux sur le domaine public routier départemental auprès des services du Département préalablement aux travaux sur route départementale.

Le Département autorise tout élément de communication installé par la CAMVS au titre des travaux qu'elle réalise, sous réserve de la validation de l'emplacement par les services du Département (cf. article VI).

IV.3 OBLIGATION DE LA COMMUNE

La Commune autorise la CAMVS à intervenir sur le domaine public communal, sur les voies mentionnées à l'article II, où la CAMVS y assurera techniquement et financièrement l'intégralité des travaux décrits à ce même article.

Elle participe à l'entretien des aménagements dans les conditions définies à l'article VII.

Elle autorise tout élément de communication installé par la CAMVS au titre des travaux qu'elle réalise.

La Commune se charge de prendre les arrêtés nécessaires pour réglementer, selon les dispositions du Code de la Route, l'usage des aménagements. La Commune fait son affaire de toutes les informations à communiquer aux habitants et surtout les riverains sans que la CAMVS ait à s'en inquiéter.

ARTICLE V : FONCIER

Le Département et la Commune s'engagent à autoriser la CAMVS à réaliser les travaux sur leurs domaines publics respectifs nécessaires à la réalisation du projet, tels que représentés sur le plan de l'aménagement annexé à la présente convention.

La parcelle N°0925 section ZA dont la CAMVS a fait l'acquisition pour réaliser le projet sera rétrocédée à la Commune.

ARTICLE VI : COMMUNICATION

La CAMVS se réserve la possibilité d'implanter des panneaux de communication pendant la durée des travaux, et jusqu'à un mois après la réalisation des aménagements.

Les emplacements des panneaux de communication feront l'objet d'une demande d'avis et d'autorisation du Département et de la Commune.

La CAMVS se porte garante du maintien de ces panneaux dans de bonnes conditions d'entretien et de visibilité et de sécurité pendant toute la durée d'implantation sur site.

ARTICLE VII : ENTRETIEN ULTERIEUR DE L'OUVRAGE

Conformément aux compétences respectives de chacune des parties, les modalités d'entretien des équipements et aménagements réalisés dans le cadre de cette opération, par le Département, la Commune et la CAMVS, sont décrites dans l'annexe 1 de la présente convention et listées ci-après :

VII.1 – Entretien réalisé par la Commune

Les aménagements et équipements décrits ci-après, sont exploités et entretenus par la Commune dans les règles de l'art et selon les conditions techniques suivantes :

- ✓ L'entretien surfacique des infrastructures créées.
- ✓ A ce titre la Commune doit assurer le balayage et le maintien en bonnes conditions de circulation de la liaison douce (balayage, nettoyage des revêtements, comblement des nids de poules...) :
- ✓ L'entretien et la maintenance du mobilier urbain ;
- ✓ L'entretien et la maintenance (nettoyage, resserrage, contrôles visuels) de la signalisation de police horizontale et verticale liée à la liaison douce ;
- ✓ L'entretien et la maintenance du mobilier urbain (par exemple potelets...) ;
- ✓ L'entretien du système de reprise des eaux pluviales des noues créées (curage, etc.) ;
- ✓ Le contrôle périodique, la maintenance et l'entretien de l'ensemble des matériels, des accessoires

et du mobilier liés aux infrastructures créées ainsi que leur renouvellement en cas d'accident, d'une vétusté, d'une dégradation volontaire, d'un vol ou encore d'une non-conformité aux réglementations en vigueur.

La Commune veillera, par ailleurs, autant que possible, à alerter la CAMVS en cas d'anomalie ou d'équipements endommagés (mâts, panneau de signalisation directionnelle destiné aux cyclistes, ...).

VII. 2– Entretien réalisé par la CAMVS

Les aménagements et équipements cyclables décrits ci-après, sont exploités et entretenus par la CAMVS dans les règles de l'art et selon les conditions techniques suivantes :

- ✓ La liaison douce,

La CAMVS doit, à ce titre, assurer :

- ✓ Les travaux de réparations et de rénovations lourdes de la liaison douce (structure et revêtement hors désordres très ponctuels de type nids de poules) ;
- ✓ La signalisation verticale et horizontale liée à la liaison douce.

En Zone d'Activité :

La CAMVS entretiendra tous les éléments liés à la compétence du gestionnaire de la voirie communale dans le périmètre de la ZAE selon la délibération N°2017-24 du 10 avril 2017 pour le transfert de compétence lié à la convention de gestion de service pour l'exercice de la compétence « entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

VII.3 – Entretien réalisé par le Département

Les aménagements et équipements décrits à l'article II, n'appellent pas d'entretien de la part du Département.

Le Département veillera, autant que possible, à alerter la CAMVS en cas d'anomalie ou d'équipements endommagés (mâts, panneaux de signalisation directionnelle destiné aux cyclistes, désordre de voirie...).

ARTICLE VIII : RESPONSABILITES

Respectivement, le Département, la Commune et la CAMVS sont informés que, le cas échéant, leur responsabilité liée à l'existence de cet aménagement, pourra être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire au cas où le gestionnaire de la voie se verrait cité devant la juridiction par un usager ou un tiers riverain du domaine public, du fait du non-respect par le Département, la Commune ou la CAMVS, des obligations qui leur sont imparties, découlant de la présente convention ou encore dans le cadre de l'exécution des travaux d'entretien prévus par la présente convention.

La Commune assurera la responsabilité des autorisations qu'elle pourrait consentir aux riverains concernant l'accès de parcelles privées depuis le domaine public. En effet, toute autorisation qui pourrait être délivrée en ce sens, ne devra en aucun cas porter atteinte à la sécurité des usagers circulant sur le domaine public, ni même leur occasionner de gêne. Ainsi, conformément aux articles R415-9 et R417-10 du Code de la Route, tout véhicule sortant d'une propriété privée, devra céder la priorité aux véhicules (y compris aux cyclistes) circulant sur la chaussée. Il appartiendra alors à la Commune de faire respecter le Code de la Route et d'assurer la responsabilité qui lui incombe en matière de pouvoir de police afin de garantir la sécurité des usagers.

ARTICLE IX : DATE D'EFFET- DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle est établie pour une durée de dix ans, renouvelable à la date anniversaire pour la même durée, par tacite reconduction.

En cas d'avis contraire sur cette reconduction, le réclamant devra adresser en ce sens, aux autres parties, une lettre recommandée avec accusé de réception, au moins 6 mois avant la fin de la convention. Les parties s'engagent à se réunir pour définir à nouveau les modalités de gestion des équipements et aménagements, objet de la présente convention.

ARTICLE X : RESILIATION

Pour des motifs d'intérêt général ou d'un commun accord entre les parties, chacune des parties pourra résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception aux autres parties, sans qu'aucune indemnité ne soit due.

En cas de non-respect des obligations contractuelles qui incombent à la CAMVS, au Département et à la Commune, la convention sera résiliée de plein droit par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties après une mise en demeure restée infructueuse pendant un mois.

Dans tous les autres cas, chacune des parties pourra résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de trois mois avant la date anniversaire de la présente. La résiliation de cette convention, en application du présent alinéa, ne pourra intervenir avant le troisième anniversaire de sa signature.

Dans l'hypothèse de la résiliation de cette convention, soit l'ensemble des aménagements et équipements réalisés seront intégrés dans le domaine public communal et seront sous la responsabilité de la Commune. La Commune fera son affaire de la conservation de ces aménagements et équipements. Soit le Département et la Commune seront alors en droit de solliciter la CAMVS pour procéder à la remise en état du site.

Quel que soit le cas de résiliation invoqué, les parties restent tenues d'exécuter les obligations résultants de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE XI : MODIFICATION

Toute modification de la présente devra obligatoirement faire l'objet d'un avenant signé des parties.

ARTICLE XII : DIFFERENDS ET REGLEMENT DES LITIGES

Si aucune solution amiable n'est trouvée ou si elle n'est pas acceptée par les trois parties, tous les litiges auxquels la présente convention pourra donner lieu tant pour sa validité que pour son interprétation, son inexécution ou sa résolution, seront réglés par le tribunal compétent, à savoir le Tribunal Administratif de Melun. Le droit français est seul applicable.

ARTICLE XIII : PIECES ANNEXES

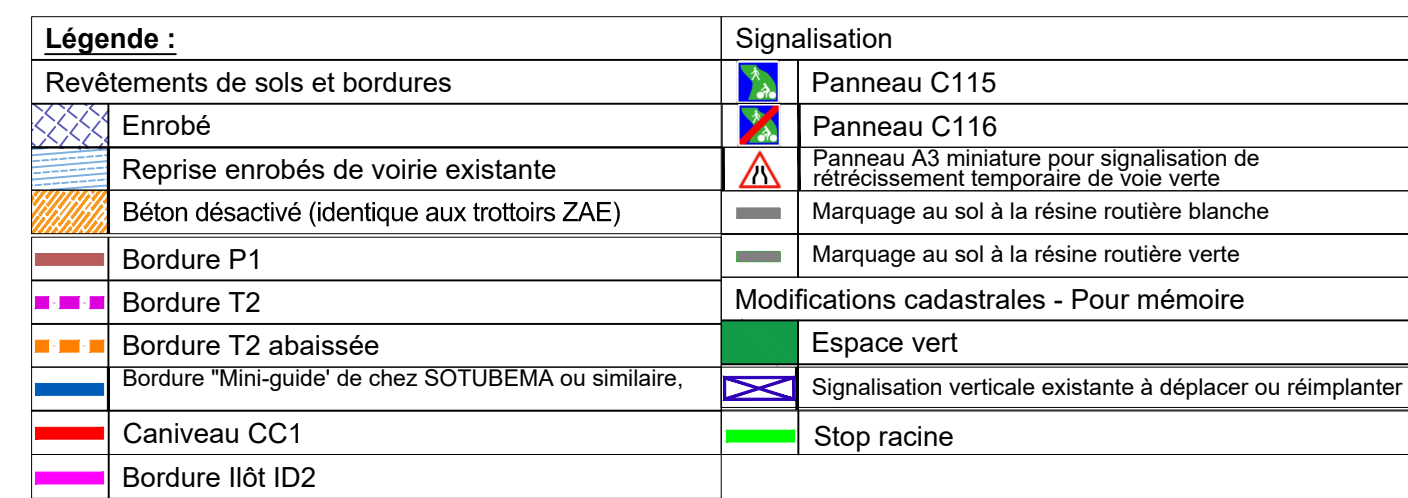
- Annexe 1 : Tableau de répartition des obligations d'entretien et de maintenance (investissement et fonctionnement),
- Annexe 2 : Plans des aménagements cyclables
- Annexe 3 : coupes

Rubelles,
Le

Pour la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine	Pour la Commune de Rubelles	Pour le Département
Le Président,	Le Maire	Le Président,
Franck VERNIN	Françoise LEFEBVRE	Jean-François PARIGI

Annexe 1 : Tableau de répartition des charges d'entretien (en investissement et en fonctionnement)

Désignation de l'entretien	RD1036
<i>Aménagements de la liaison douce) : structure, revêtements</i>	Investissement initial : CAMVS Rénovation lourde : CAMVS Entretien surfacique : Commune de Rubelles
<i>Signalisation horizontale et verticale</i>	Investissement initial : CAMVS Rénovation lourde : CAMVS Entretien surfacique : Commune de Rubelles
<i>Mobilier urbain (potelets, dalle podotactile...)</i>	Investissement initial : CAMVS Entretien : Commune de Rubelles <i>En Zone d'Activité :</i> Investissement initial : CAMVS Entretien : CAMVS
<i>Espaces verts, des végétaux y compris des noues créées</i>	Investissement initial : CAMVS Entretien : Commune de Rubelles



DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Communauté d'agglomération de Melun Val de Seine
Ville de Rubelles
Prolongement cyclable : Rte de Melun - Z.A.E "Saint Nicolas"

PLAN D'EXECUTION - Aménagements

Nom du Déclarant :
2425CIBS2477033 - Willem Van de Zande
04-09-1979

Echelle :

1/200

Character N° :

A25CIBS2477033

Indice / Date / Désignations :

A	19/09/2024	Première édition
B	02/10/2024	Mise à jour bassin d'infiltration, panneaux, zone F
C	03/12/2024	Mise à jour selon remarques du département
D	27/03/2025	Mise à jour selon remarques du département



JEAN LEFEBVRE

TRAVAILLE POUR VOUS

I L E - D E - F R A N C E

Agence SEINE-et-MARNE SUD
C.D. 124 , Route de MONTEREAU
CANNES- ECLUSE 77130 MONTEREAU
Tél: 01.64.32.88.77 Fax: 01.60.96.36.39

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Communauté d'agglomération de Melun Val de Seine
Ville de Rubelles

Prolongement cyclable : Rte de Melun - Z.A.E "Saint Nicolas"

MAITRE D'OUVRAGE



C.A.M.V.S
Communauté d'Agglomération
Melun Val-de-Seine
297 rue Rousseau Vaudran
77190 Dammarie-les-Lys

MAITRE D'OEUVRE



ATELIER GEO-CONCEPT

ATELIER GEO-CONCEPT
12 avenue Lamartine
78340 Les-Clayes-sous-Bois

PLAN D'EXECUTION - Coupes

Nom du fichier :

A263CBS2477033 - Melun Val de Seine
EXE.dwg

Echelle :

1/40

Chantier N° :

A263CBS2477033

Plan N° :

3

Indice N° :

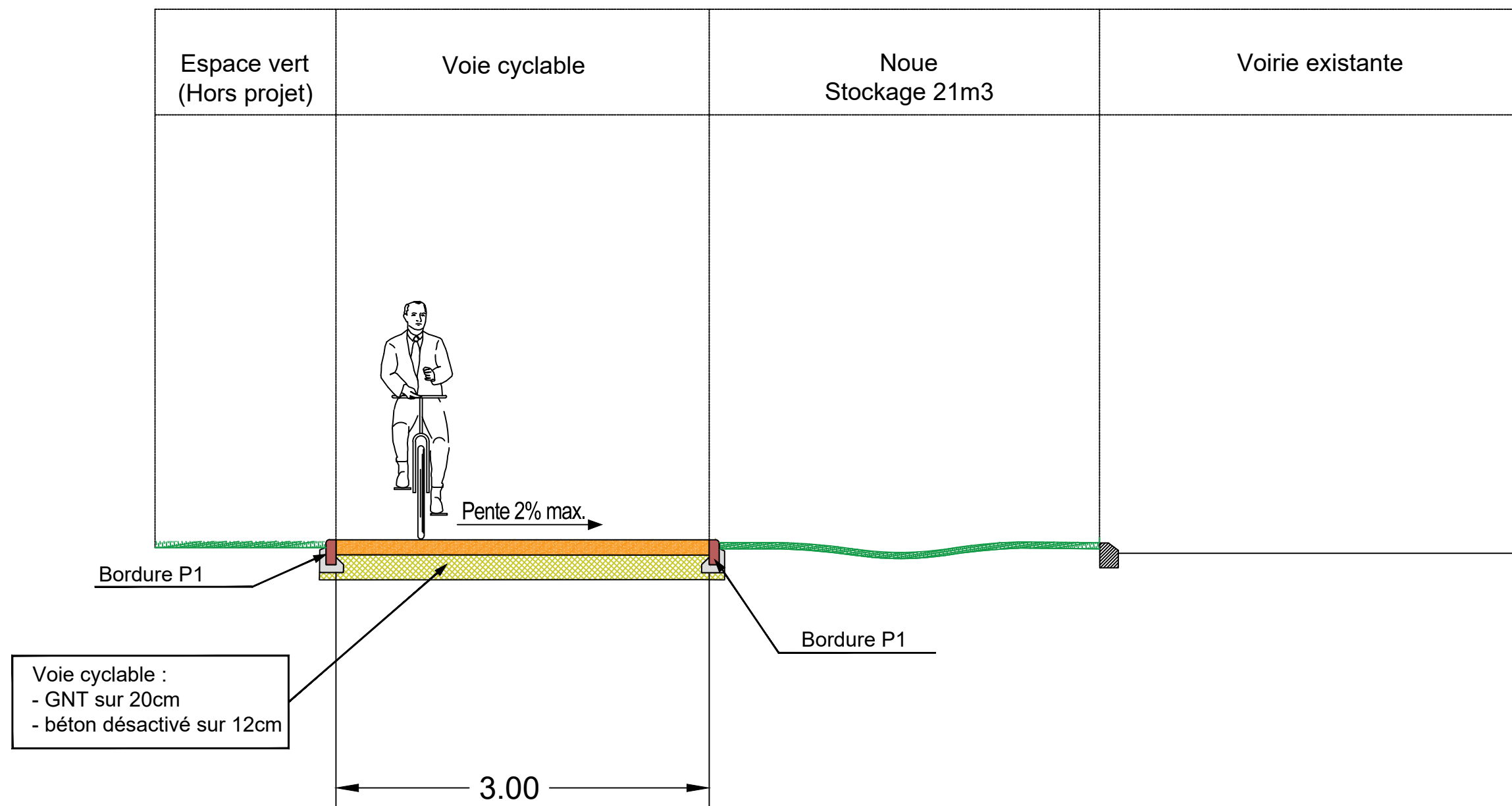
D

Indice / Date / Désignations :

A	19/09/2024	Première édition
B	02/10/2024	Mise à jour
C	03/12/2024	Mise à jour selon remarques departement
D	27/03/2025	Modification de bordure SOTUBEMA

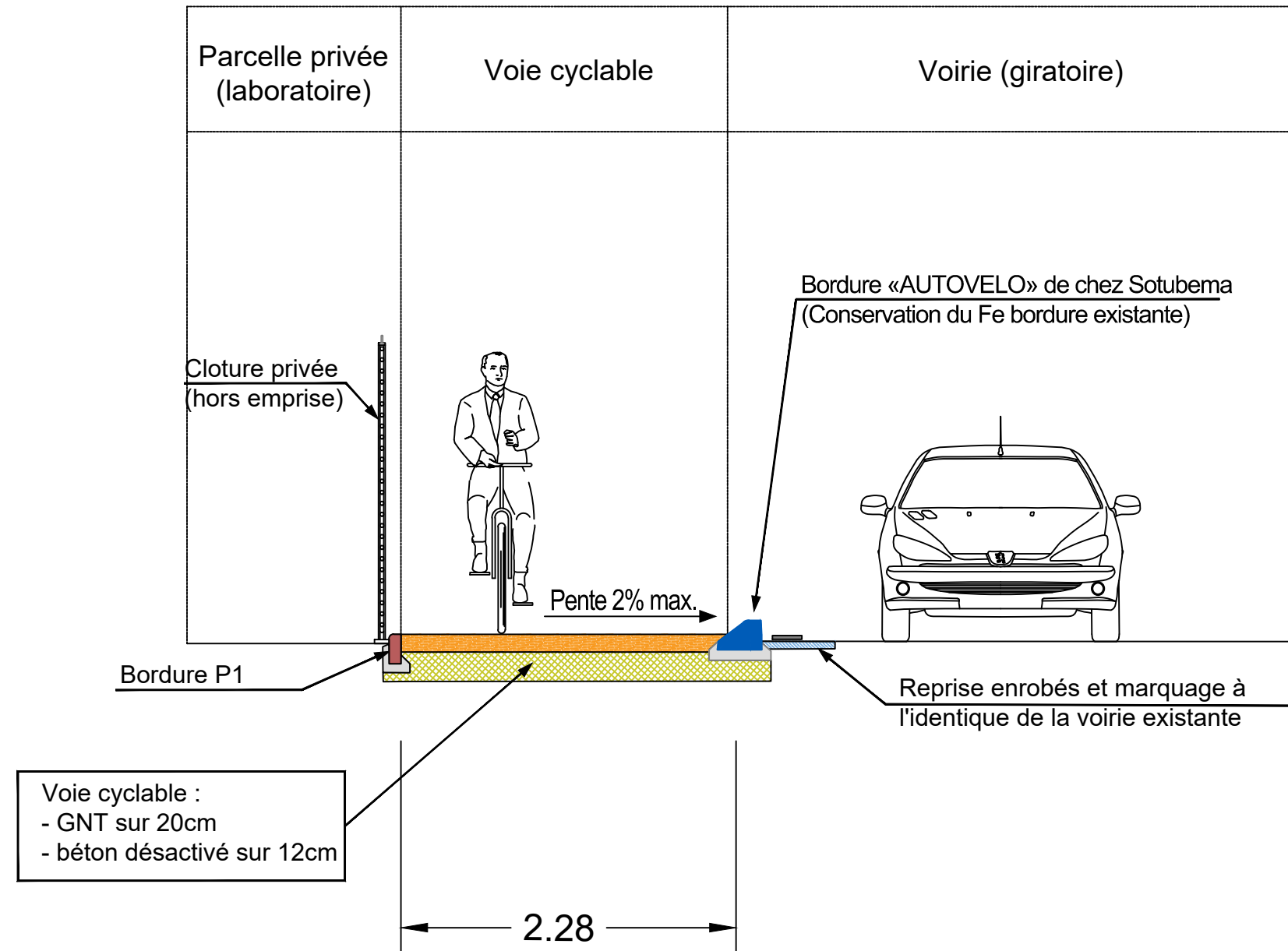
A

A'



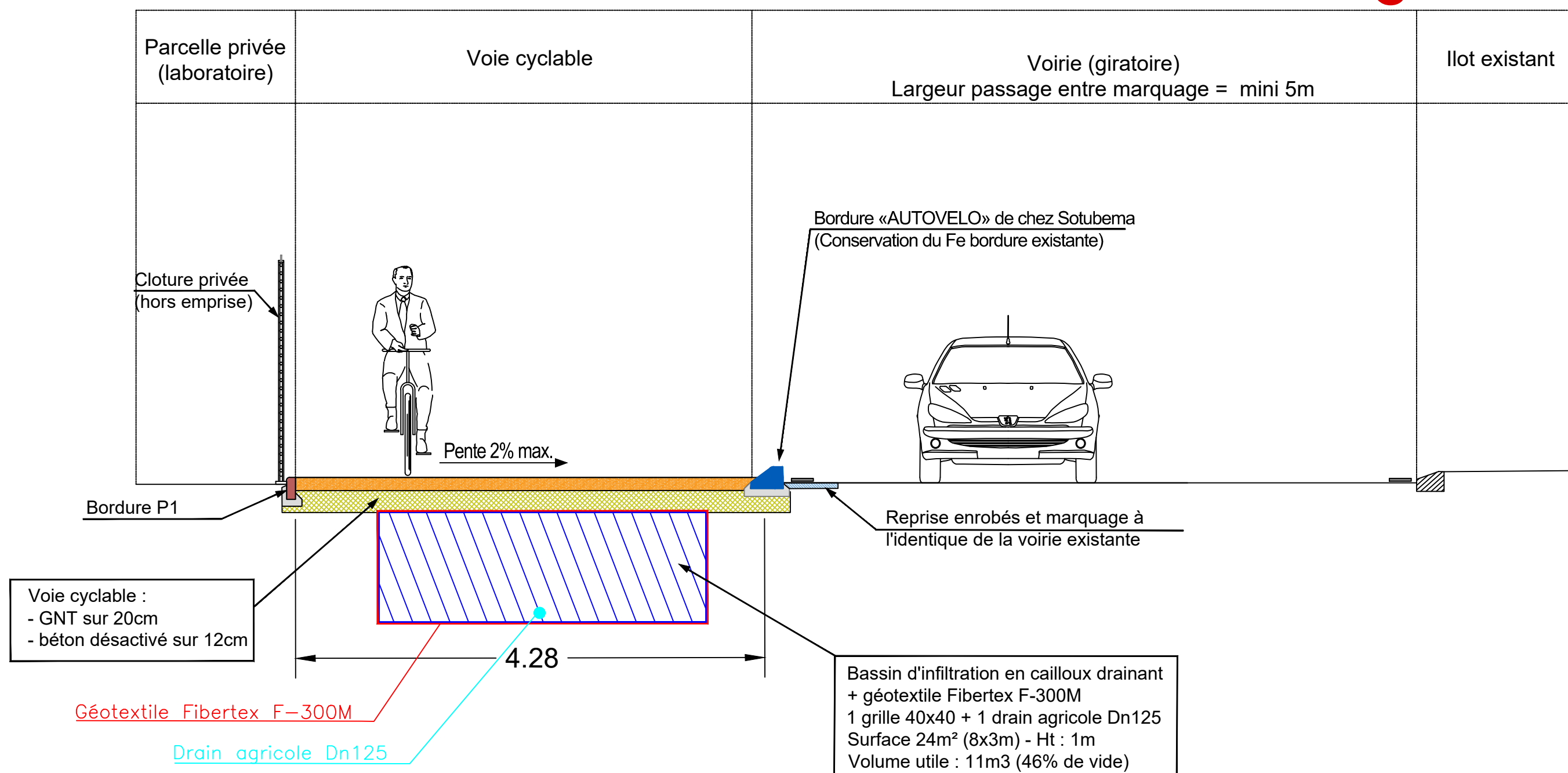
B

B'



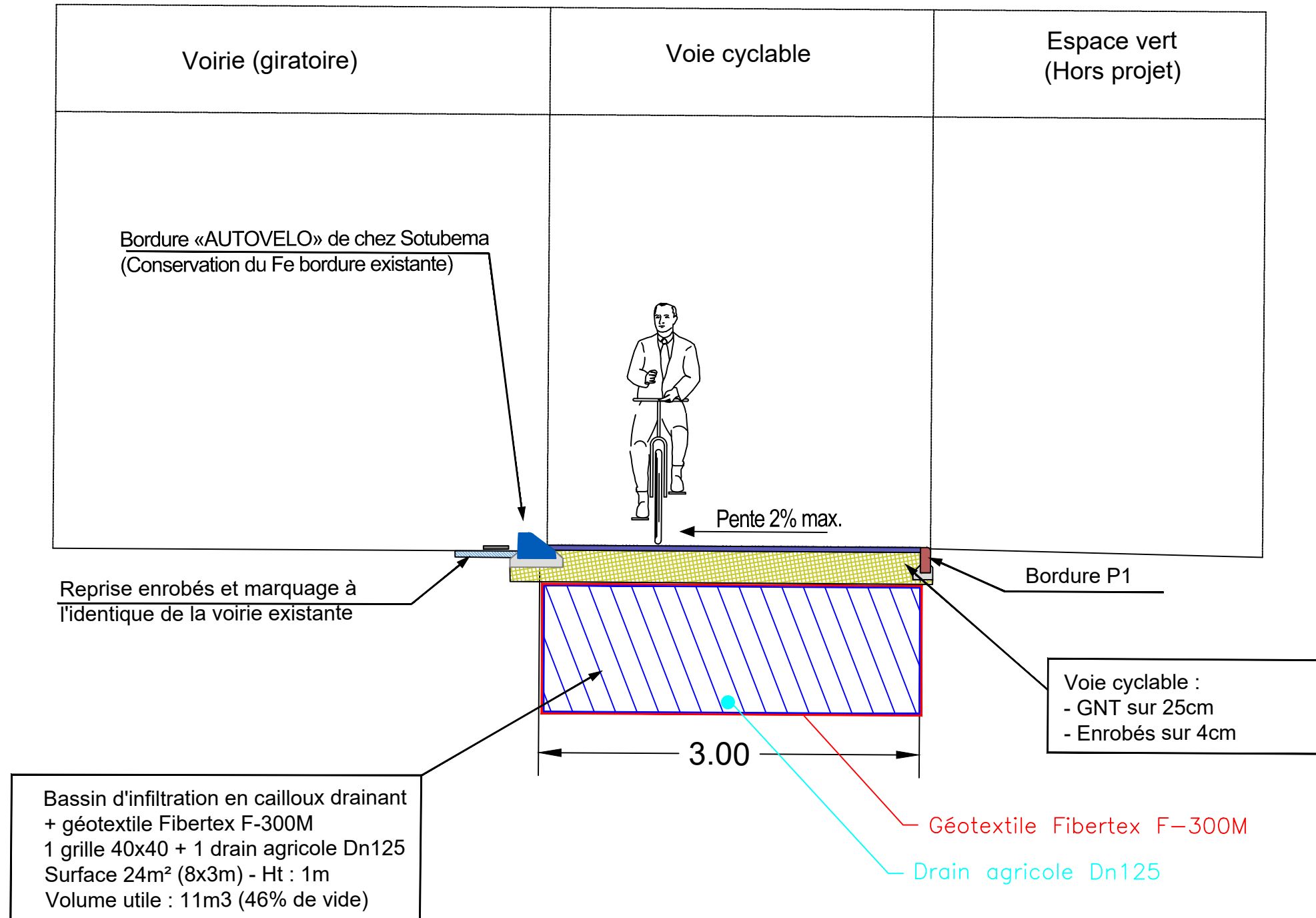
C

C'



D

D'



E

E'

